

# Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Verchères \_\_\_\_\_

Code géographique : 59025 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Forcier, secrétaire-trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.  
(Nom de l'organisme)

Date 2013-06-03 Signature \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-05-23 09:33:14

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalités de Verchères inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Comptables professionnels agréés

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2013-06-03

Dernière modification : 2013-05-23 09:33:14



**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-05-23 09:33:14

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	6 036 093	6 056 952	6 231 999			6 231 999
Compensations tenant lieu de taxes	2	44 486	44 800	45 531			45 531
Quotes-parts	3					1 178 863	
Transferts	4	249 553	407 888	447 797		146 509	594 306
Services rendus	5	313 861	237 000	328 284		465 283	793 567
Imposition de droits	6	332 649	318 360	355 674			355 674
Amendes et pénalités	7	14 424	5 000	14 569		147 458	162 027
Intérêts	8	56 685	50 000	52 096		5 125	57 221
Autres revenus	9	49 359	32 000	67 600		100 011	167 611
	10	7 097 110	7 152 000	7 543 550		2 043 249	8 407 936
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	130 550		1 370 791		31 886	1 402 677
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	266 977					
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	397 527		1 370 791		31 886	1 402 677
	18	7 494 637	7 152 000	8 914 341		2 075 135	9 810 613
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	847 200	943 585	877 642	56 199		933 841
Sécurité publique	20	1 160 453	1 193 800	1 200 583	85 118	1 038 756	1 479 561
Transport	21	818 063	1 021 800	999 845	245 613	957 910	1 869 401
Hygiène du milieu	22	1 617 364	1 586 210	1 574 430	598 207		2 172 637
Santé et bien-être	23	87 848	96 450	294 747			294 747
Aménagement, urbanisme et développement	24	259 610	346 890	281 873	1 921		283 794
Loisirs et culture	25	1 047 028	1 140 850	1 132 382	95 732		1 228 114
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	202 190	210 120	161 951		47 897	209 848
Amortissement des immobilisations	28	1 050 142	1 033 550	1 082 790	( 1 082 790 )		
	29	7 089 898	7 573 255	7 606 243		2 044 563	8 471 943
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	404 739	(421 255)	1 308 098		30 572	1 338 670

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	404 739		(421 255)		1 308 098	30 572	1 338 670
Moins: revenus d'investissement	2	( 397 527 )	(	)	(	1 370 791 )	( 31 886 )	( 1 402 677 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	7 212		(421 255)		(62 693)	(1 314)	(64 007)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	1 050 142		1 033 550		1 082 790	59 811	1 142 601
Produit de cession	5	18 955				8 851	19 222	28 073
(Gain) perte sur cession	6	13 483				(8 851)	(5 122)	(13 973)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	1 082 580		1 033 550		1 082 790	73 911	1 156 701
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	( 324 400 )	(	316 640 )	(	254 485 )	( 22 508 )	( 276 993 )
	18	(324 400)		(316 640)		(254 485)	(22 508)	(276 993)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 946 671 )	(	294 000 )	(	389 579 )	( 50 084 )	( 439 663 )
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	55 100		150 000		200 000	14 311	214 311
Excédent de fonctionnement affecté	21	150 000				150 000		150 000
Réserves financières et fonds réservés	22	312 135		(151 655)		(159 035)	(10 174)	(169 209)
Montant à pourvoir dans le futur	23						(1 181)	(1 181)
Financement des investissements en cours	24							
	25	(429 436)		(295 655)		(198 614)	(47 128)	(245 742)
	26	328 744		421 255		629 691	4 275	633 966
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	335 956				566 998	2 961	569 959

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	397 527			1 370 791	31 886	1 402 677
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2	( 1 100 )	( 10 000 )	( 7 391 )	( )	( )	( 7 391 )
Sécurité publique	3	( 24 365 )	( 50 300 )	( 19 856 )	( 11 673 )	( )	( 31 529 )
Transport	4	( 983 916 )	( 90 000 )	( 895 061 )	( 92 418 )	( )	( 987 479 )
Hygiène du milieu	5	( 943 058 )	( 48 700 )	( 4 219 851 )	( )	( )	( 4 219 851 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 311 405 )	( 95 000 )	( 159 137 )	( )	( )	( 159 137 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 2 263 844 )	( 294 000 )	( 5 301 296 )	( 104 091 )	( )	( 5 405 387 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	414 175				807 815	807 815
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	946 671	294 000	389 579	50 084		439 663
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16				11 673		11 673
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	946 671	294 000	389 579	61 757		451 336
	19	(902 998)		(4 911 717)	765 481		(4 146 236)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(505 471)		(3 540 926)	797 367		(2 743 559)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations 2011	Budget 2012	Réalizations 2012		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	404 739	(421 255)	1 308 098	30 572	1 338 670
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	( 2 263 844 )	( 294 000 )	( 5 301 296 )	( 104 091 )	( 5 405 387 )
Produit de cession	3	18 955		8 851	19 222	28 073
Amortissement	4	1 050 142	1 033 550	1 082 790	59 811	1 142 601
(Gain) perte sur cession	5	13 483		(8 851)	(5 122)	(13 973)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(1 181 264)	739 550	(4 218 506)	(30 180)	(4 248 686)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(9 210)		6 704	(920)	5 784
Variation des autres actifs non financiers	10	31 568		(2 156)	(11 811)	(13 967)
	11	22 358		4 548	(12 731)	(8 183)
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	(754 167)	318 295	(2 905 860)	(12 339)	(2 918 199)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(2 637 530)		(3 406 870)	(658 083)	(4 064 953)
Redressement aux exercices antérieurs	14	(15 173)		12 040	1 892	13 932
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(2 652 703)		(3 394 830)	(656 191)	(4 051 021)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16	(3 406 870)		(6 300 690)	(668 530)	(6 969 220)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>2011</u>		<u>2012</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	1 052 994	1 370 607	175 562	1 546 169
Placements temporaires	2			20 723	20 723
Débiteurs (note 5)	3	1 244 319	2 164 168	415 920	2 580 088
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	2 297 313	3 534 775	612 205	4 146 980
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10			2 912	2 912
Emprunts temporaires	11	552 578	4 958 704	120 537	5 079 241
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	385 059	426 288	238 922	665 210
Revenus reportés (note 11)	13	14 915	26 749	550	27 299
Dette à long terme (note 12)	14	4 751 631	4 423 724	828 899	5 252 623
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			88 915	88 915
	16	5 704 183	9 835 465	1 280 735	11 116 200
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(3 406 870)	(6 300 690)	(668 530)	(6 969 220)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 13)	18	21 601 388	25 228 006	1 286 012	26 514 018
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19				
Stocks de fournitures	20	83 650	78 798	2 493	81 291
Autres actifs non financiers (note 15)	21	90 227	92 383	20 188	112 571
	22	21 775 265	25 399 187	1 308 693	26 707 880
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 193 169	1 072 806	185 907	1 258 713
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	676 735	1 173 131	70 769	1 243 900
Montant à pourvoir dans le futur	25	( )	( )	( 21 439 )	( 21 439 )
Financement des investissements en cours	26	(872 077)	(4 413 003)	(52 187)	(4 465 190)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	17 370 568	21 265 563	457 113	21 722 676
	28	18 368 395	19 098 497	640 163	19 738 660

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	404 739	1 308 098	30 572	1 338 670
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 050 142	1 082 790	59 811	1 142 601
Autres					
-	3				
- Affectation	4	(182 710)			
	5	1 272 171	2 390 888	90 383	2 481 271
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	278 318	(919 849)	(103 083)	(1 022 932)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(331 887)	41 229	83 601	124 830
Revenus reportés	9	8 028	11 834	(207)	11 627
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			31 106	31 106
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(9 210)	4 852	932	5 784
Autres actifs non financiers	13	30 861	(2 156)	(11 789)	(13 945)
	14	1 248 281	1 526 798	90 943	1 617 741
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	2 263 844 ) (	5 301 296 ) (	104 091 ) (	5 405 387 )
Produit de cession	16	18 955	8 851	19 222	28 073
	17	(2 244 889)	(5 292 445)	(84 869)	(5 377 314)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			(20 723)	(20 723)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(20 723)	(20 723)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	934 990		807 815	807 815
Remboursement de la dette à long terme	24 (	324 390 ) (	328 055 ) (	22 508 ) (	350 563 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(23 326)	4 406 126	(789 170)	3 616 956
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	587 274	4 078 071	(3 863)	4 074 208
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(409 334)	312 424	(18 512)	293 912
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	1 462 328	1 052 994	119 054	1 172 048
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>2</sup></b>	32	1 052 994	1 365 418	100 542	1 465 960

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Rémunération</b>	1	1 282 569	1 379 325	1 337 360		1 337 360
<b>Charges sociales</b>	2	285 056	303 400	306 133		306 133
<b>Biens et services</b>	3	2 062 220	2 355 970	2 520 093	1 929 777	3 271 007
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	181 158	158 532	148 605	23 825	172 430
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		33 388			
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	21 032	18 200	13 346	24 072	37 418
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 128 524	2 199 340	2 190 186		2 190 186
Autres	10					
Autres organismes	11	71 197	83 550		7 078	7 078
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	1 050 142	1 033 550	1 082 790	59 811	1 142 601
<b>Autres</b>						
-	13	8 000	8 000	7 730		7 730
-	14					
-	15					
	16	7 089 898	7 573 255	7 606 243	2 044 563	8 471 943

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Budget 2012	Réalizations	
		2012	2011
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	6 231 999	6 036 093
Compensations tenant lieu de taxes	2	45 531	44 486
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 996 983	600 742
Services rendus	5	793 567	741 541
Imposition de droits	6	355 674	332 649
Amendes et pénalités	7	162 027	139 314
Intérêts	8	57 221	59 397
Autres revenus	9	167 611	318 101
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	9 810 613	8 272 323
<b>Charges</b>			
Administration générale	12	933 841	901 248
Sécurité publique	13	1 479 561	1 429 176
Transport	14	1 869 401	1 533 206
Hygiène du milieu	15	2 172 637	2 212 441
Santé et bien-être	16	294 747	87 848
Aménagement, urbanisme et développement	17	283 794	261 531
Loisirs et culture	18	1 228 114	1 137 245
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	209 848	215 562
	21	8 471 943	7 778 257
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	1 338 670	494 066
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		18 354 242
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	(549 776)	101 458
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		18 455 700
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		18 949 766

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations	
		2012	2011
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 338 670	494 066
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 5 405 387 )	( 2 635 219 )
Produit de cession	3	28 073	19 164
Amortissement	4	1 142 601	1 087 160
(Gain) perte sur cession	5	(13 973)	13 467
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(4 248 686)	(1 515 428)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	5 784	(10 278)
Variation des autres actifs non financiers	10	(13 967)	34 972
	11	(8 183)	24 694
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	(2 918 199)	(996 668)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(4 064 953)	(2 948 769)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	13 932	(119 516)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(4 051 021)	(3 068 285)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16	(6 969 220)	(4 064 953)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	1 546 169	1 249 408
Placements temporaires	2	20 723	
Débiteurs (note 5)	3	2 580 088	1 557 156
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	4 146 980	2 806 564
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10	2 912	
Emprunts temporaires	11	5 079 241	1 462 285
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	665 210	540 380
Revenus reportés (note 11)	13	27 299	15 672
Dette à long terme (note 12)	14	5 252 623	4 795 371
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	88 915	57 809
	16	11 116 200	6 871 517
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(6 969 220)	(4 064 953)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 13)	18	26 514 018	22 829 018
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	81 291	87 075
Autres actifs non financiers (note 15)	21	112 571	98 626
	22	26 707 880	23 014 719
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	19 738 660	18 949 766
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 338 670	494 066
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 142 601	1 087 160
Autres			
-	3		
-	4		(182 710)
	5	2 481 271	1 398 516
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 022 932)	253 405
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	124 830	(455 295)
Revenus reportés	9	11 627	8 116
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	31 106	8 589
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 784	(10 270)
Autres actifs non financiers	13	(13 945)	34 265
	14	1 617 741	1 237 326
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 5 405 387 )	( 2 635 219 )
Produit de cession	16	28 073	19 164
	17	(5 377 314)	(2 616 055)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(20 723)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(20 723)	
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	807 815	964 029
Remboursement de la dette à long terme	24	( 350 563 )	( 340 361 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 616 956	154 259
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	4 074 208	777 927
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	293 912	(600 802)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	1 172 048	1 772 850
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>1</sup></b>	32	1 465 960	1 172 048

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne)

Conseil Intermunicipal de transport Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

Régie intermunicipale de la gare Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

#### B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**C) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon les méthodes d'amortissement, les taux et les périodes indiquées ci-dessous :

	Méthode	Période
Infrastructures	Linéaire	15 à 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15 à 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**D) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**E) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées****Provenant de la Consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs et ce à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante: Valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**F) Montant à pourvoir dans le futur**

Les montants à pourvoir dans le futur correspondent à des dépenses de fonctionnement comptabilisées dans

l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Ils sont créés aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amortis selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

**G) Autres éléments**

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers, selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public, exigent que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actifs et de passifs présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et dépenses présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers, sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**3. Modification de méthodes comptables**

N.A.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 383 826	1 075 902
Placements temporaires	2	8 310	
Placements à long terme	3		

**Note**

<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	109 396	132 011
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 336 818	924 019
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	461 241	111 190
Organismes municipaux	8	406 475	165 074
Autres			
- Droits de mutation	9	166 874	123 588
- Autres	10	99 284	101 274
	11	2 580 088	1 557 156

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	461 281	520 811
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	461 281	520 811

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs

	16	51 737	51 141
--	----	--------	--------

**Note**

<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

**Note**

<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(88 915)	(57 809)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	<u>(88 915)</u>	<u>(57 809)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	107 164	83 852
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	56 569	54 682
Autres régimes (REER et autres)	31	1 143	607
Régimes de retraite des élus municipaux	32	525	307
	33	<u>165 401</u>	<u>139 448</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

<b>10. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	384 802	278 196
Salaires et avantages sociaux	38	149 849	141 406
Dépôts et retenues de garantie	39	9 142	29 887
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- TPS, TVQ	42	4 711	90 891
- Int. courus sur dette Long ter	43	60 963	
- Frais courus	44	55 743	
-	45		
-	46		
	47	<u>665 210</u>	<u>540 380</u>

**Note**

<b>11. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	6 067	6 067
Transferts	49		
Autres			
- Ballet Jazz	50	5 293	5 105
- Organisme contrôlé	51	15 939	4 500
	52	<u>27 299</u>	<u>15 672</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012					2011	
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	6,21	2013	2032	53	5 215 515	4 714 720
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,06	6,06	2011	2019	57	16 024	36 911
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,25	8,36	2013	2014	59	21 084	43 740
Autres					60		
					61	5 252 623	4 795 371
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	5 252 623	4 795 371

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme						Total 2012
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres					
2013	64	72	444 334	80	16 130	89	2 981	97	463 445
2014	65	73	447 048	81	5 702	90	3 014	98	455 764
2015	66	74	386 046	82		91	3 047	99	389 093
2016	67	75	383 443	83		92	3 080	100	386 523
2017	68	76	322 723	84		93	3 902	101	326 625
2018 et +	69	77	3 231 921	85		94		102	3 231 921
	70	78	5 215 515	86	21 832	95	16 024	103	5 253 371
Intérêts et frais accessoires				87	( 748 )			104	( 748 )
	71	79	5 215 515	88	21 084	96	16 024	105	5 252 623

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>13. Immobilisations</b>		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	106	6 213 116	134	16 518	161
Eaux usées	107	17 466 511	135	56 479	162
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	6 544 736	136	95 817	163
Autres	109	1 229 525	137	159 137	164
Réseau d'électricité	110		138		165
Bâtiments	111	3 538 205	139	900 913	166
Améliorations locatives	112	31 827	140	419	167
Véhicules	113	1 302 492	141	5 124	168
Ameublement et équipement de bureau	114	412 023	142	22 246	169
Machinerie, outillage et équipement divers	115	493 406	143	34 514	170
Terrains	116	980 624	144	9 500	171
Autres	117	60 786	145		172
	118	<u>38 273 251</u>	146	<u>1 300 667</u>	173
Immobilisations en cours	119	<u>1 130 054</u>	147	<u>4 104 720</u>	174
	120	<u>39 403 305</u>	148	<u>5 405 387</u>	175
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	121	3 531 196	149	147 222	176
Eaux usées	122	7 920 357	150	480 708	177
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	2 334 330	151	205 363	178
Autres	124	561 409	152	52 581	179
Réseau d'électricité	125		153		180
Bâtiments	126	1 014 942	154	140 081	181
Améliorations locatives	127	18 608	155	6 282	182
Véhicules	128	523 874	156	38 103	183
Ameublement et équipement de bureau	129	341 116	157	32 432	184
Machinerie, outillage et équipement divers	130	310 961	158	39 829	185
Autres	131	17 494	159		186
	132	<u>16 574 287</u>	160	<u>1 142 601</u>	187
	133	<u>22 829 018</u>		<u>15 231</u>	214
				<u>17 701 657</u>	
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>					
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	216	121 486	219	5 124	221
Amortissement cumulé	217	(85 328)	220	(17 624)	222
Valeur comptable nette	218	<u>36 158</u>		<u>(29 450)</u>	223
				<u>(27 244)</u>	224
					<u>130 196</u>
					<u>25 864</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
<b>14. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	226	
Immeubles industriels municipaux	227	
Autres	228	
	229	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	

**Note**

<b>15. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	232	101 876	98 626
Frais reportés			
-	233		
- Frais d'émission	234	10 695	
	235	112 571	98 626

**Note****16. Obligations contractuelles**

a) La municipalité a signé un contrat de cinq ans échéant le 15 avril 2017 pour l'enlèvement de la neige. Les montants à verser annuellement sont de 113,578\$.

b) La municipalité a également signé un contrat de deux ans échéant le 31 décembre 2013 pour l'exploitation et l'opération de ses usines de filtration, d'épuration et des stations de pompage. Les montants à verser seront de 2013 : 180 420\$

c) La contribution de la municipalité à la Communauté métropolitaine de Montréal pour 2013 s'élève à 93 932\$.

d) La municipalité participe au financement de l'Agence métropolitaine de transport. Sa participation pour 2013 est de 55 506\$.

En vertu des divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 1 090 200\$. Pour pourvoir à ces engagements, la régie devra prévoir pour les 5 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'équipement: 130 619\$ en 2013, 112 533\$ en 2014, 47 434\$ en 2015 et 20 065\$ en 2016.

Location d'immeuble: 544 183\$ en 2013 et 219 585\$ en 2014.

Location de salle de tir: 15 781\$ en 2013.

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 2,953%.

e) Le CIT s'est engagé, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 112 460 000 \$ à un transporteur. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 8 940 000 \$ en 2013, 9 390 000 en 2014, 9 860 000\$ en 2015, 10 350 000 en 2006 et 10 870 000 en 2017.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

---

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 8,31 %.

## 17. Éventualités

### a) Cautionnement et garantie

N.A.

### b) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,963%.

### c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,953%.

Le CIT fait l'objet d'une mise en demeure instituée par l'ancien transporteur pour un montant de 4,500,000\$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. La direction est d'avis que cette réclamation est non fondée et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La part de la municipalité dans le CIT étant de 8.31%

### d) Autres

#### ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la municipalité excède les normes en vigueur. La municipalité n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

#### Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments du marché monétaire.

#### Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des emprunts temporaires, des créditeurs et frais courus et des revenus reportés correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

---

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**18. Redressement aux exercices antérieurs**

Les données de l'exercice 2011 de la Régie intermunicipale de la gare de Sorel ont été redressées pour tenir compte de l'inscription d'une affectation dans les renseignements complémentaires relativement à l'établissement de la conciliation à des fins fiscales.

Une subvention pour l'acquisition d'immobilisation avait été constaté comme revenu d'exploitation, alors qu'il s'agissait d'un revenu d'investissement

**19. Données budgétaires**

Les données budgétaires présentées n'ont pas été auditées et ne sont pas couvertes par le rapport de l'auditeur.

---

**20. Emprunt bancaire**

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 3 226 100\$, au taux préférentiel. Le montant contracté en vertu de la marge au 31 décembre 2012 s'élève à 4 958 70\$. Le taux d'intérêt était de 2,00%. La marge est renouvelable le 30 juin 2012.

La Régie intermunicipale de Police Richelieu-St-Laurent dispose d'une marge de crédit autorisée de 3 000 000\$ à un taux préférentiel de la Caisse Centrale Desjardins en vigueur. Le solde disponible de cette marge de crédit au 31 décembre 2012 est de 3 000 000\$.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,987%.

---

**21. Fonds de roulement**

La Municipalité possède un fonds de roulement de 1 000 00\$. au 31 décembre 2012, 416,719\$ était non utilisé.

La Régie de la gare possède un fonds de roulement de 100 000\$

---

**22. Placements temporaires**

La Régie de la Gare possède des placements temporaires échéant en janvier 2013 et février 2013.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 258 713	1 455 873
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 243 900	744 721
Montant à pourvoir dans le futur	( 21 439 )	( 22 697 )
Financement des investissements en cours	(4 465 190)	(1 782 589)
Investissement net dans les éléments à long terme	21 722 676	18 554 458
	<b>19 738 660</b>	<b>18 949 766</b>

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	7	
-	8	
- Surplus réservés au budget	150 000	150 000
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	<b>150 000</b>	<b>150 000</b>
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Affectation Metro-CIT	2 796	2 796
- Affectation CIT Financement Me	42 112	42 285
-	19	
	<b>44 908</b>	<b>45 081</b>
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	442 580	317 872
Fonds parcs et terrains de jeux	13 559	4 632
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	18 673	18 673
Fonds d'amortissement	2 725	2 082
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
- Boue d'épuration	234 879	204 960
- Fonds Pierre Boisseau	(424)	1 421
- Divers fonds réservés	337 000	
	<b>1 048 992</b>	<b>549 640</b>
	<b>1 243 900</b>	<b>744 721</b>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 29 323 ) ( )	( 22 697 )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( (7 884) ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Autres		
-	48 ( ) ( )	( )
-	49 ( ) ( )	( )
	50 ( 21 439 ) ( )	( 22 697 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	51	
Investissements à financer	52 ( 4 465 190 ) ( )	( 1 782 589 )
	53 (4 465 190)	(1 782 589)
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	54 26 514 018	22 829 018
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 26 514 018	22 829 018
<b>Éléments de passif</b>		
Dette à long terme	60 5 252 623	4 795 371
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 ( 461 281 ) ( )	( 520 811 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 ( ) ( )	( )
	64 4 791 342	4 274 560
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 4 791 342	4 274 560
	67 21 722 676	18 554 458

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>          3          </u>	2 <u>                          </u>	3 <u>                          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Régime de la Régie de police Richelieu Saint-Laurent

Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

1. Date d'entrée en vigueur du régime: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipée:

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (Exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois

(4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base:

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tel que stipulé aux annexes A, B et C de règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de retraite.

(Exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de retraite pour les employés de bureaux et les préposés aux communications)

b) Rente de raccordement:

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (Exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau

et les préposés aux communications)

4. Prestation en cas de cessation de service:

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

- a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.
- b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès après la retraite:

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite:

- a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.
- b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité:

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8 Indexation après la retraite:

- a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.
- b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureaux et préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,50% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime. Déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

9. Règle du 50% (cotisations excédentaires):

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations:

a) Cotisations salariales:

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

- a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévus par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.
- b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévus par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévus par le régime au titre de services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8.65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

11. Cotisation patronale:

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (57 613)	(49 220)
Charge de l'exercice	5 ( 107 164 )	( 83 852 )
Cotisations versées par l'employeur	6 75 862	75 263
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(88 915)</u>	<u>(57 809)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 1 848 371	1 692 169
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 2 193 311 )	( 1 975 610 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (344 940)	(283 441)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 256 025	225 632
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (88 915)	(57 809)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(88 915)</u>	<u>(57 809)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 1 848 371	1 692 169
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 2 193 311 )	( 1 975 610 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>( 344 940 )</u>	<u>( 283 441 )</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 140 415	157 098
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	21 140 415
	22 ( 67 978 )	( 89 157 )
Cotisations salariales des employés	23 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	24 72 437	67 941
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 14 470	4 918
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	28	29
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	30	31
Variation de la provision pour moins-value	32	33
Autres	34	35
-	36 <u>86 907</u>	<u>72 859</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	37 124 557	108 120
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	38 ( 104 300 )	( 97 127 )
Rendement espéré des actifs	39 20 257	10 993
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	40 <u>107 164</u>	<u>83 852</u>
Charge de l'exercice	41	42

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 58 676	76 297
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 104 300 )	( 97 127 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (45 624)	(20 830)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(131 112)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 40 604	40 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 811 784	1 570 479
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2012	2011
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( )	( )
Charge de l'exercice	58 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( )	( )



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u>_____</u>	<u>_____</u>	
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 <u>56 569</u>	<u>54 682</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

**Description des régimes et autres renseignements**

Régime de la Régie de la Gare de Sorel

Le régime de retraite offert aux employés de la Régie est du type REER collectif.

L'employé participant et la Régie intermunicipale versent tous deux une contribution variant de 1% à de 5%. La Régie verse une part égale à celle de l'employé.

Régime du CIT Sorel Varennes

Le régime offert aux employés de l'organisme de transport est un REER collectif ou

l'employeur participant cotisent chacun jusqu'à concurrence de 5% du salaire de l'employé.

<b>Charge de l'exercice</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Cotisations de l'employeur 91	1 143	607

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92  Oui  
 93  Non

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	1	1

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	65	83
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	525	307
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	525	307

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

---

---

**Note**

Régime de la Régie de police seulement

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	4 423 724
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	4 413 003
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	11 935
Débiteurs	8	848 197
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	7 976 595
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	14	881 086
Endettement net à long terme	15	8 857 681
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	16	220 795
Communauté métropolitaine	17	52 553
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	9 131 029
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	9 131 029
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 384 750	4 439 915	4 264 854
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	80 815	82 267	109 756
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 465 565	4 522 182	4 374 610
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	511 000	498 238	495 342
Égout	11	354 800	358 964	356 188
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	586 000	593 899	584 305
Autres				
-Cours d'eau	14	7 300	81 570	14 088
-Vidange fosses septique	15	43 000	41 650	115 780
-Paiement comptant	16		44 835	44 835
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	89 287	90 661	95 780
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 591 387	1 709 817	1 661 483
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 591 387	1 709 817	1 661 483
	26	6 056 952	6 231 999	6 036 093

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	10 000	10 271	9 936
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	30 000	30 653	29 866
	35	40 000	40 924	39 802
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	300	109	194
	40	300	109	194
	41	40 300	41 033	39 996
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	4 500	4 498	4 490
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	4 500	4 498	4 490
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	44 800	45 531	44 486

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	20 500	20 500	
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		146 509	150 106
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	20 678		
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	12 710		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74	110 000		
Autres	75		139 588	72 991
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		4 186	33 239
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87		4 529	5 770
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	1 500	343	1 007
Autres	89			
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	144 888	169 146	315 655
				263 113



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		31 886	70 533
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 370 791	1 370 791	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			130 550
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	1 370 791	1 402 677	201 083

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<b>Budget 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2011</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	263 000	278 651	278 651
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	263 000	278 651	278 651
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	407 888	1 818 588	1 996 983
				600 742

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	12 277	52 337	11 867
	144	12 277	52 337	11 867
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	91 000	105 493	92 294
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	91 000	105 493	92 294
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	5 000	13 267	9 367
Autres	152			
Transport collectif	153		41 453	
Autres	154			
	155	5 000	13 267	9 367
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	1 000	637	72
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			7 828
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	1 000	637	7 900
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	97 000	131 674	121 428

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	183			
Sécurité publique	184	8 386	52 898	7 497
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		339 258	427 680
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	460	460	2 000
Santé et bien-être	192	11 125	11 125	11 125
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	140 000	176 639	171 811
Réseau d'électricité	195			
	196	140 000	196 610	620 113
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	197	237 000	328 284	741 541
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	198	23 000	26 600	20 350
Droits de mutation immobilière	199	295 360	329 074	312 299
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	318 360	355 674	332 649
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	203	5 000	14 569	139 314
<b>INTÉRÊTS</b>	204	50 000	52 096	59 397
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		8 851	(13 467)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			266 977
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	32 000	58 749	64 591
	212	32 000	67 600	318 101

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012		Réalizations 2012		Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	104 405	98 010		98 010	98 010	84 241
Application de la loi	2	58 700	38 225		38 225	38 225	24 989
Gestion financière et administrative	3	490 700	456 851		456 851	456 851	448 559
Greffe	4	37 850	37 870		37 870	37 870	37 806
Évaluation	5	85 800	63 699		63 699	63 699	67 950
Gestion du personnel	6	11 000	6 802		6 802	6 802	9 841
Autres	7	155 130	176 185	56 199	232 384	232 384	227 862
	8	943 585	877 642	56 199	933 841	933 841	901 248
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	848 200	842 124		842 124	1 035 984	992 885
Sécurité incendie	10	331 600	340 445	85 118	425 563	425 563	420 823
Sécurité civile	11	14 000	18 014		18 014	18 014	15 468
Autres	12						
	13	1 193 800	1 200 583	85 118	1 285 701	1 479 561	1 429 176
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	383 600	361 048	224 105	585 153	585 153	541 855
Enlèvement de la neige	15	220 200	223 930	14 429	238 359	238 359	217 508
Éclairage des rues	16	32 000	34 934	7 079	42 013	42 013	40 660
Circulation et stationnement	17	7 300	5 499		5 499	5 499	5 213
Transport collectif							
Transport en commun	18	378 700	374 434		374 434	998 377	727 970
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 021 800	999 845	245 613	1 245 458	1 869 401	1 533 206

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	326 820	321 982	125 314	447 296	379 980
Réseau de distribution de l'eau potable	24	178 550	149 678	111 710	261 388	254 382
Traitement des eaux usées	25	158 100	104 317	143 820	248 137	258 341
Réseaux d'égout	26	174 700	179 978	205 399	385 377	366 617
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	230 930	230 019		230 019	226 214
Élimination	28	221 600	219 403		219 403	221 787
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	106 000	115 887		115 887	111 729
Tri et conditionnement	30	28 700	28 687		28 687	27 048
Matières organiques						
Collecte et transport	31	15 150	16 461		16 461	14 811
Traitement	32					
Matériaux secs	33	55 200	55 450		55 450	50 910
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	42 960	114 482	11 964	126 446	282 069
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	47 500	38 086		38 086	18 553
	40	1 586 210	1 574 430	598 207	2 172 637	2 212 441
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	55 000	252 145		252 145	51 513
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	41 450	42 602		42 602	36 335
	44	96 450	294 747		294 747	87 848
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	213 830	194 508	1 301	195 809	166 850
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	20 000	2 871		2 871	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	74 760	46 944		46 944	61 393
Tourisme	49	29 100	29 225	620	29 845	23 906
Autres	50	9 200	8 325		8 325	9 382
Autres	51					
	52	346 890	281 873	1 921	283 794	261 531

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	95 000	91 706		91 706	91 706	90 831
Patinoires intérieures et extérieures	54	61 500	52 082	2 368	54 450	54 450	48 618
Piscines, plages et ports de plaisance	55	89 000	95 531	6 112	101 643	101 643	74 290
Parcs et terrains de jeux	56	300 300	294 408	46 813	341 221	341 221	310 195
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	296 850	286 172		286 172	286 172	280 744
	60	842 650	819 899	55 293	875 192	875 192	804 678
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	197 900	218 968	32 905	251 873	251 873	220 869
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 500	637	7 534	8 171	8 171	7 775
Autres ressources du patrimoine	64	8 000	3 047		3 047	3 047	16 622
Autres	65	90 800	89 831		89 831	89 831	87 301
	66	298 200	312 483	40 439	352 922	352 922	332 567
	67	1 140 850	1 132 382	95 732	1 228 114	1 228 114	1 137 245
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	191 920	148 605		148 605	163 582	194 530
Autres frais	70					8 848	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					20 258	
Autres	72	18 200	13 346		13 346	17 160	21 032
	73	210 120	161 951		161 951	209 848	215 562
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
74	1 033 550	1 082 790	( 1 082 790 )				

## **Section II - Autres renseignements financiers**



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Municipalité de Verchères (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Comptables professionnels agréés

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2013-06-03

Dernière modification : 2013-05-23 09:33:14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	6 231 999
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
<b>Revenus de taxes</b>	11	6 231 999

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes		1	6 231 999
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>6 231 999</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	229 984	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>229 984</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>6 002 015</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 <sup>2</sup>	1	<u>543 008 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2012 <sup>2</sup>	2	<u>555 629 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>549 318 950</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 002 015</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>549 318 950</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2012</b>	6	1   ,   0   9   2   6   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	774 682	774 682	471 529
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 617 129	2 617 129	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	20 000	828 040	471 529
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	80 000	860 681	983 916
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	10 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	95 000	159 137	311 405
Autres infrastructures	11		41 807	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		39 252	324 453
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		419	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	25 000	21 115	6 440
Ameublement et équipement de bureau	18	10 000	7 391	1 100
Machinerie, outillage et équipement divers	19	54 000	23 621	64 847
Terrains	20		9 500	
Autres	21			
	22	294 000	5 301 296	2 635 219

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		774 682	471 529
Usines de traitement de l'eau potable	24		2 617 129	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		828 040	471 529
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		4 219 851	943 058



**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 714 720	807 815	307 020	5 215 515
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	36 911		20 887	16 024
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	43 740		22 656	21 084
Autres	6				
	7	4 795 371	807 815	350 563	5 252 623
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	20 755	643		21 398
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	865 714		112 252	753 462
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	3 388 091	1 194 729	566 338	4 016 482
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	4 274 560	1 195 372	678 590	4 791 342
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	520 811		59 530	461 281
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	520 811		59 530	461 281
Prêts	19				
	20	520 811		59 530	461 281
	21	4 795 371	1 195 372	738 120	5 252 623
Dettes en cours de refinancement	22	( )		( )	
	23	4 795 371	1 195 372	738 120	5 252 623

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2011</b>
<b>Administration générale</b>					
Application de la loi	1	18 700	18 683	18 683	15 338
Évaluation	2	85 000	63 139	63 139	67 342
Autres	3	69 410			62 406
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	828 000	827 785	827 785	798 332
Sécurité incendie	5	27 000	29 137	29 137	24 137
Sécurité civile	6				
Autres	7				
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	377 200	373 325	373 325	231 731
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	657 580	665 907	665 907	652 499
Cours d'eau	13	33 960	108 236	108 236	162 865
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16	45 000	44 940	44 940	51 513
Autres	17				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 530	15 484	15 484	9 819
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	20 960	20 953	20 953	32 075
Autres	21				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	21 000	20 597	20 597	20 467
Activités culturelles	23		2 000	2 000	
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	2 199 340	2 190 186	2 190 186	2 128 524

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	9,00	40,00	534 035	146 233	680 268
Professionnels	2					
Cols blancs	3	4,00	32,50	222 545	52 237	274 782
Cols bleus	4	6,00	40,00	401 143	93 756	494 899
Policiers	5					
Pompiers	6	3,00	40,00	105 244	9 852	115 096
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	22,00		1 262 967	302 078	1 565 045
Élus	9	7,00		74 393	4 055	78 448
	10	29,00		1 337 360	306 133	1 643 493

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	38 225	27		53	38 225	79		105	38 225	131
Évaluation	2	63 699	28		54	63 699	80		106	63 699	132
Autres	3	775 718	29	56 199	55	831 917	81	12 277	107	819 640	133
	4	877 642	30	56 199	56	933 841	82	12 277	108	921 564	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	842 124	31		57	842 124	83		109	842 124	135
Sécurité incendie	6	340 445	32	85 118	58	425 563	84	113 879	110	311 684	136
Sécurité civile	7	18 014	33		59	18 014	85		111	18 014	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	1 200 583	35	85 118	61	1 285 701	87	113 879	113	1 171 822	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	361 048	36	224 105	62	585 153	88		114	585 153	140
Enlèvement de la neige	11	223 930	37	14 429	63	238 359	89	13 267	115	225 092	141
Autres	12	40 433	38	7 079	64	47 512	90		116	47 512	142
Transport collectif	13	374 434	39		65	374 434	91		117	374 434	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	999 845	41	245 613	67	1 245 458	93	13 267	119	1 232 191	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
<b>Eau et égout</b>											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	321 982	42	125 314	68	447 296	94	637	120	446 659	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	149 678	43	111 710	69	261 388	95	460	121	260 928	147
Traitement des eaux usées	18	104 317	44	143 820	70	248 137	96		122	248 137	148
Réseaux d'égout	19	179 978	45	205 399	71	385 377	97		123	385 377	149
<b>Matières résiduelles</b>											
Déchets domestiques et assimilés	20	449 422	46		72	449 422	98		124	449 422	150
Matières recyclables	21	216 485	47		73	216 485	99		125	216 485	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	114 482	49	11 964	75	126 446	101		127	126 446	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25	38 086	51		77	38 086	103		129	38 086	155
	26	1 574 430	52	598 207	78	2 172 637	104	1 097	130	2 171 540	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157	252 145	172		187	252 145	202		217	252 145	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	42 602	174		189	42 602	204	11 125	219	31 477	234
	160	294 747	175		190	294 747	205	11 125	220	283 622	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	194 508	176	1 301	191	195 809	206		221	195 809	236
Rénovation urbaine	162	2 871	177		192	2 871	207		222	2 871	237
Promotion et développement économique	163	84 494	178	620	193	85 114	208		223	85 114	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	281 873	180	1 921	195	283 794	210		225	283 794	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	819 899	181	55 293	196	875 192	211	109 256	226	765 936	241 2 031
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	218 968	182	32 905	197	251 873	212	3 385	227	248 488	242
Autres	168	93 515	183	7 534	198	101 049	213	63 998	228	37 051	243
	169	1 132 382	184	95 732	199	1 228 114	214	176 639	229	1 051 475	244 2 031
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	6 361 502	186	1 082 790	201	7 444 292	216	328 284	231	7 116 008	246 161 951

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	5 301 296	2 263 844
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	5 301 296	2 263 844

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

		2012	2011
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	1 193 169	1 062 313
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 193 169	1 062 313
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	566 998	335 956
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(200 000)	(55 100)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(150 000)	(150 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(337 361)	
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(120 363)	130 856
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	1 072 806	1 193 169
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	150 000	1 004 029
Redressement aux exercices antérieurs	14		(854 029)
Solde redressé au début de l'exercice	15	150 000	150 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(150 000)	(150 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	150 000	150 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21		
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	150 000	150 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	526 735	
Redressement aux exercices antérieurs	24		838 870
Solde redressé au début de l'exercice	25	526 735	838 870
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	159 035	(312 135)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	337 361	
Financement des investissements en cours	29		
	30	496 396	(312 135)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 023 131	526 735

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	2012	2011
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ( )	( )
Autres	40 ( )	( )
	41 ( )	( )
Diminution de l'exercice		
	42	
	43	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	44 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	45 (872 077)	(366 606)
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (872 077)	(366 606)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48 (3 540 926)	(505 471)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52	
	53 (3 540 926)	(505 471)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	54 (4 413 003)	(872 077)
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
Solde au début de l'exercice	55 17 370 568	16 260 148
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 17 370 568	16 260 148
Variation de l'exercice	58 3 894 995	1 110 420
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	59 21 265 563	17 370 568



**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	11 935 9	10	11	12	13	14	11 935
	15	11 935 16	17	18	19	20	21	11 935

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7   □ 6   □ 0   □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 4   □ 4   □ 0   □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7   □ 6   □ 0   □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1   6   0   ,   0   0	\$
Égout	2	1   5   0   ,   0   0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	2   3   0   ,   0   0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Usine de Filtration et Aqueduc	,0117	1	
Usine d'épuration et égout	,0051	1	
Règl. 137-90 Pierre-Joffrion	,4094	2	
Règl. 179-92 # 1 Égout Calixa-Lavallée	,0675	2	
Règl. 179-92 # 2 Égout général bassin	,0482	2	
Règl. 217-95 Duvernay secteur pont	,3593	2	
Règl. 255-98 J.B et St-Antoine	,4244	2	
Règl. 256-98 Marie-Victorin (101-335)	4 771,4400	7	par entrée d'eau
Règl. 305-2000 Bassin Dansereau	,0527	2	
Règl. 310-2000 Rue de l'Industrie	,1138	2	
Règl. 371-2004 rue Hébert	597,2200	7	par entrée d'eau
Règl. 401-2006 rue Dulude	,0293	2	
Règl. 399 et 405-2007 Marie-Victorin	192,5700	7	par logement
Règl. 399 et 405-2007 Cusson	665,3800	4	par logement
Règl. 414-2008 Aqueduc A-30	,0357	1	
Règl. 417-2008 Rg. St-Joseph (109-111)	1 149,9900	7	par entrée d'eau
Règl. 417-2008 Rg. St-Joseph (159-171)	984,4500	7	par entrée d'eau
Règl. 426-2008 Marie-Victorin (306-438)	160,0000	7	par logement
Règl. 429-2010 Égout (599-621) Marie-V	85,1700	7	unité
Règl. 429-2010 Égout (613-621)	795,5100	7	unité
Règl. 450-451-2010 rue Aqueduc	1 174,5400	7	unité
Vidange fosses septiques	85,0000	7	unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	_____	\$
b) autres formes d'aide	12	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	300 532	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	_____	\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	5 561	20 <input type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 581 Marie-Victorin  
 (no) (rue)

Verchères J0L 2R0  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 583-3307  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@ville.vercheres.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Luc Forcier

Téléphone (450) 583-3307  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel lforcier@ville.vercheres.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Moreau, Boiselle, Brunelle & Associés

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4510 Papineau  
 (no) (rue)

Montréal H2H 1V1  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Brunelle

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
 (no) (rue)

\_\_\_\_\_ (Municipalité) \_\_\_\_\_ (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_



**FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION**

Je , Luc Forcier , atteste que le rapport financier consolidé de Verchères pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-06-03 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>1 338 670</u> \$
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,0926</u> \$

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-23 09:33:14

Date de transmission au Ministère :

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Verchères

---

**Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012	Réalizations 2012		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	7 097 110	7 152 000	7 543 550	2 043 249	8 407 936
Investissement	2	397 527		1 370 791	31 886	1 402 677
	3	7 494 637	7 152 000	8 914 341	2 075 135	9 810 613
<b>Charges</b>	4	7 089 898	7 573 255	7 606 243	2 044 563	8 471 943
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	404 739	(421 255)	1 308 098	30 572	1 338 670
Moins : revenus d'investissement	6 (	397 527 ) (	) (	1 370 791 ) (	31 886 ) (	1 402 677 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	7 212	(421 255)	(62 693)	(1 314)	(64 007)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	1 050 142	1 033 550	1 082 790	59 811	1 142 601
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	324 400 ) (	316 640 ) (	254 485 ) (	22 508 ) (	276 993 )
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	946 671 ) (	294 000 ) (	389 579 ) (	50 084 ) (	439 663 )
Excédent (déficit) accumulé	12	517 235	(1 655)	190 965	2 956	193 921
Autres éléments de conciliation	13	32 438			14 100	14 100
	14	328 744	421 255	629 691	4 275	633 966
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	335 956		566 998	2 961	569 959

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Débiteurs	1	1 244 319	2 164 168	2 580 088
Autres	2	1 052 994	1 370 607	1 566 892
	3	2 297 313	3 534 775	4 146 980
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	4 751 631	4 423 724	5 252 623
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			88 915
Autres	6	952 552	5 411 741	5 774 662
	7	5 704 183	9 835 465	11 116 200
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(3 406 870)	(6 300 690)	(6 969 220)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	21 601 388	25 228 006	26 514 018
Autres	10	173 877	171 181	193 862
	11	21 775 265	25 399 187	26 707 880
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 193 169	1 072 806	1 258 713
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	676 735	1 173 131	1 243 900
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	)	(	21 439 ) (
Financement des investissements en cours	15	(872 077)	(4 413 003)	(4 465 190)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	17 370 568	21 265 563	21 722 676
	17	18 368 395	19 098 497	19 738 660

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
-	18		
-	19		
- Surplus réservés au budget	20	150 000	150 000
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	150 000	150 000
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	28	44 908	45 081
	29	194 908	195 081
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	30		
	31	1 048 992	549 640
	32	1 243 900	744 721

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalisations 2011	Budget 2012	Réalisations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	6 036 093	6 056 952	6 231 999	6 231 999
Compensations tenant lieu de taxes	2	44 486	44 800	45 531	45 531
Quotes-parts	3				
Transferts	4	249 553	407 888	447 797	594 306
Services rendus	5	313 861	237 000	328 284	793 567
Autres	6	453 117	405 360	489 939	742 533
	7	7 097 110	7 152 000	7 543 550	8 407 936
<b>Investissement</b>					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	130 550		1 370 791	1 402 677
Autres	11	266 977			
	12	397 527		1 370 791	1 402 677
	13	7 494 637	7 152 000	8 914 341	9 810 613

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	85 800	63 699		63 699	67 950
Autres	2	857 785	813 943	56 199	870 142	833 298
Sécurité publique						
Police	3	848 200	842 124		1 035 984	992 885
Sécurité incendie	4	331 600	340 445	85 118	425 563	420 823
Autres	5	14 000	18 014		18 014	15 468
Transport						
Réseau routier	6	643 100	625 411	245 613	871 024	805 236
Transport collectif	7	378 700	374 434		374 434	998 377
Autres	8					727 970
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	838 170	755 955	586 243	1 342 198	1 259 320
Matières résiduelles	10	657 580	665 907		665 907	652 499
Autres	11	90 460	152 568	11 964	164 532	300 622
Santé et bien-être	12	96 450	294 747		294 747	87 848
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	213 830	194 508	1 301	195 809	166 850
Promotion et développement économique	14	113 060	84 494	620	85 114	94 681
Autres	15	20 000	2 871		2 871	
Loisirs et culture	16	1 140 850	1 132 382	95 732	1 228 114	1 137 245
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	210 120	161 951		161 951	209 848
Amortissement des immobilisations	19	1 033 550	1 082 790	( 1 082 790 )		215 562
	20	7 573 255	7 606 243		7 606 243	8 471 943
						7 778 257

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3